

Cette presse est équipée d'une double commande électrique par boutons-poussoirs et d'une cellule photo-électrique qui font l'objet d'une homologation définitive sous les numéros 825-6353-D 467 et 825-6854-D 467.

Art. 7. — En exécution des articles 2, 3, 13, 17, 19 et 20 de la décision susvisée, fait l'objet d'une homologation définitive la presse hydraulique construite par les Etablissements Morane, et enregistrée sous le numéro suivant :

825-6855-D 467. — Capacité de frappe : 8.000 kN ; course maximale du coulisseau : 1.050 mm ; cadence : 20 coups par minute.

Cette machine qui ne fonctionne qu'en marche coup par coup est équipée d'une double commande électrique par boutons-poussoirs qui fait l'objet d'une homologation définitive sous le numéro 825-6856-D 467.

Art. 8. — En exécution des articles 2, 3, 13, 16, 17 et 21 de la décision susvisée, fait l'objet d'une homologation théorique valable jusqu'au 1^{er} avril 1969 la presse présentée par les Etablissements Faiveley, 93, rue du Docteur-Bauer, à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), et enregistrée sous le numéro suivant :

925-6857-T 467. — Presse pneumatique auto-punch, série AP : capacité de frappe maximale : 100 kN ; course maximale du coulisseau : 50 mm ; cadence : 60 coups par minute.

Cette machine qui ne fonctionne qu'en marche coup par coup est équipée d'une double commande à mains qui fait l'objet d'une homologation théorique valable jusqu'au 1^{er} avril 1969 sous le numéro 925-6858-T 467.

Art. 9. — En exécution des articles 2, 3, 13, 16, 17 et 21 de la décision susvisée, font l'objet d'une homologation théorique valable jusqu'au 1^{er} avril 1969 les presses hydrauliques présentées par la Société Usi-France, 72, faubourg Saint-Honoré, à Paris (8^e), et enregistrées sous le numéro suivant :

949-6859-T 467. — Presses double effet, série DH : capacité de frappe : 10.000 à 30.000 kN ; vitesse maximale d'approche : 400 mm par seconde ; course maximale : 1.500 mm ; cadence : 5 à 10 coups par minute.

Ces machines sont équipées d'une double commande électrique par boutons-poussoirs qui fait l'objet d'une homologation théorique valable jusqu'au 1^{er} avril 1969 sous le numéro 949-6860-T 467.

Cette homologation se substitue à celle accordée par décision du 4 mai 1965.

Art. 10. — En exécution des articles 6, 10 et 21 de la décision susvisée, fait l'objet d'une homologation théorique valable jusqu'au 1^{er} avril 1969 l'écran protecteur pour presse construit par M. Besacier, 25 et 25 bis, rue des Tuileries, à Lyon (5^e) (Rhône), et enregistré sous le numéro suivant :

776-5289-T 467.

Cette homologation se substitue à celle accordée par décision du 17 février 1965.

Art. 11. — En exécution des articles 15 et 21 de la décision susvisée, fait l'objet d'une nouvelle homologation théorique valable jusqu'au 1^{er} avril 1969 le dispositif de protection pour presse à plier présenté par M. Magnin, 8, rue des Jardins, à Saint-Georges-de-Reneins (Rhône), et enregistré sous le numéro suivant :

851-1926-T 467.

Cette homologation se substitue à celle accordée par décision du 11 août 1966.

Art. 12. — En exécution des articles 13 et 21 de la décision susvisée, fait l'objet d'une homologation provisoire valable jusqu'au 1^{er} avril 1969 la double commande à mains pneumatique, marque Roos, présentée par la Société Wellmann, 44, rue La Boétie, Paris (8^e), et enregistrée sous le numéro suivant :

948-6861-P 467.

Art. 13. — Les vendeurs ou loueurs de machines équipées avec les dispositifs de sécurité visés par la présente décision doivent satisfaire aux prescriptions du décret du 28 mai 1946 modifié et de la décision du 25 mai 1962, notamment à celles des articles 4, 5 et 16 de cette décision.

Art. 14. — A compter de la publication de la présente décision, les bénéficiaires n'en pourront faire état que s'ils s'engagent à n'exposer et à ne mettre en vente ou en location des machines et des dispositifs conformes aux plans et notices qui ont été déposés au ministère des affaires sociales à l'appui de la demande d'homologation ainsi qu'aux conditions qui leur ont été signifiées.

Ils ne pourront mettre en vente, en exposition ou en location des machines et des dispositifs présentant des caractéristiques différentes qu'après avoir sollicité et obtenu un nouvel agrément à cet effet.

Art. 15. — La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 avril 1967.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général du travail et de l'emploi,
JACQUES LEGRAND.

MINISTRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Régies d'avances.

Le ministre des anciens combattants et victimes de guerre,

Vu l'arrêté interministériel du 14 février 1967 portant institution de régies d'avances des directions interdépartementales du ministère des anciens combattants et victimes de guerre ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 septembre 1965 instituant une régie d'avances à la direction interdépartementale des anciens combattants et victimes de guerre de Clermont-Ferrand,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Il est institué à la direction interdépartementale des anciens combattants et victimes de guerre à Clermont-Ferrand une régie d'avances pour le paiement des dépenses énumérées aux articles 1^{er} et 2 de l'arrêté susvisé du 14 février 1967.

Art. 2. — Mme Rougeron (Andrée), commis, est nommée régisseur de l'avance instituée par l'article 1^{er}.

Art. 3. — Le montant maximum des avances pouvant être consenties à Mme Rougeron est fixé à la somme de 5.500 F.

Art. 4. — Le montant du cautionnement auquel le régisseur est assujéti ainsi que le montant de l'indemnité de responsabilité qui lui est attribuée sont fixés conformément à l'arrêté du 13 juin 1961.

Le cautionnement peut être constitué comme il est indiqué à l'article 4 du décret n° 64-486 du 28 mai 1964.

Art. 5. — Les sous-régisseurs désignés conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté interministériel du 14 février 1967 doivent justifier de l'emploi des fonds avancés, dans le délai fixé par le régisseur.

Art. 6. — L'arrêté ministériel du 3 septembre 1965 est abrogé.

Art. 7. — Le directeur interdépartemental des anciens combattants et victimes de guerre à Clermont-Ferrand et le trésorier-payeur général du Puy-de-Dôme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 mai 1967.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'administration générale,
P. DUBOIS.

MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Création du diplôme d'Etat de conseiller sportif.

Le ministre de la jeunesse et des sports,

Vu le décret n° 63-435 du 29 avril 1963 portant statut du personnel contractuel des cadres techniques et pédagogiques de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté du 29 juin 1960 ayant créé le diplôme d'Etat de conseiller sportif ;

Vu l'arrêté du 27 février 1961 annulant et remplaçant les dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 29 juin 1960 ;

Vu l'arrêté du 14 février 1966 ayant créé le diplôme de fin d'études du centre de formation d'éducateurs sportifs de l'institut national des sports ;

Vu le décret n° 66-64 du 21 janvier 1966 fixant les attributions du ministre de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté du 24 avril 1967 portant délégation de signature à M. le colonel Crespin, directeur des sports,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les dispositions de l'arrêté du 29 juin 1960 et de l'arrêté du 14 février 1966 susvisés sont abrogées et remplacées par les suivantes.

Art. 2. — Le diplôme d'Etat de conseiller sportif confère à ses titulaires le droit de dispenser ou de diriger un enseignement sportif se rapportant à des disciplines n'ayant fait l'objet d'aucun brevet d'Etat spécial d'enseignement.

Il leur ouvre en outre la possibilité d'être recrutés comme agents contractuels des cadres techniques et pédagogiques de la jeunesse et des sports dont le statut est défini par le décret susvisé du 29 avril 1963.

Art. 3. — L'examen du diplôme d'Etat de conseiller sportif comporte deux parties :

1^o Pour être admis à se présenter aux épreuves de la première partie, les candidats doivent :

Etre âgés de vingt ans au moins au 1^{er} janvier de l'année de l'examen et remplir l'une des conditions suivantes :

Soit être titulaire du brevet d'Etat d'éducation physique et sportive et avoir exercé des fonctions liées à ce titre pendant quatre années au moins ;

Soit avoir exercé un enseignement relatif à l'éducation physique ou sportive pendant cinq années au moins comme maître auxiliaire ou comme agent contractuel de l'Etat ;

Soit justifier :

- Ou d'un titre de champion de France ou de trois sélections comme international d'un sport individuel ;
- Ou de cinq sélections comme international d'un sport collectif ;
- Ou de l'exercice pendant deux saisons des fonctions d'entraîneur ou de juge ou d'arbitre.

Dans ces trois derniers cas, seules peuvent être prises en considération les attestations délivrées par les présidents des fédérations sportives ayant reçu délégation de pouvoir en vertu de l'ordonnance du 28 août 1945.

2° Pour être admis à se présenter aux épreuves de la deuxième partie du diplôme d'Etat de conseiller sportif, les candidats doivent avoir subi avec succès, depuis un an au moins, les épreuves de la première partie et avoir dans l'intervalle soit exercé des fonctions d'éducateur sportif, soit été stagiaire au centre de formation d'éducateurs sportifs de l'I. N. S.

Ces conditions ne sont pas exigées des maîtres d'E. P. S. titulaires âgés de vingt-cinq ans au moins qui peuvent être admis à se présenter directement aux épreuves de la deuxième partie du diplôme d'Etat de conseiller sportif.

La même possibilité est admise en faveur des personnes âgées de vingt-cinq ans au moins pouvant justifier de la possession d'au moins deux des diplômes et brevets d'Etat créés en application des lois n° 48-267 et n° 48-269 du 18 février 1948 (enseignement de l'alpinisme et du ski), n° 55-1563 du 28 novembre 1955 (enseignement du judo), n° 51-662 du 24 mai 1951 (enseignement de la natation) et n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant plus généralement la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession.

Art. 4. — Pour faire acte de candidature aux épreuves du diplôme d'Etat de conseiller sportif (première ou deuxième partie), les intéressés doivent adresser au chef du service départemental de la jeunesse et des sports du lieu de leur domicile principal, et ceci deux mois au moins avant la date de l'examen, un dossier comprenant :

- 1° Une demande d'inscription précisant le sport choisi ;
- 2° Une note récapitulant dans leur ordre chronologique les fonctions assurées ;
- 3° Une fiche d'état civil ;
- 4° Un extrait de casier judiciaire (bulletin n° 3) datant de moins de trois mois ;
- 5° Un certificat médical d'aptitude à la pratique et à l'enseignement du sport en général et des spécialités sportives choisies en particulier, datant de moins de trois mois ;
- 6° Les copies certifiées conformes ou les photocopies des titres et justifications prévus à l'article 3 du présent arrêté.

Art. 5. — Les jurys chargés d'examiner les candidats au diplôme d'Etat de conseiller sportif (première et deuxième partie) sont nommés par le ministre de la jeunesse et des sports. Ils sont composés sur les bases suivantes :

- Le directeur des sports ou son représentant, président ;
- Le directeur de l'institut national des sports ou son représentant ;
- Trois membres du corps de l'inspection de la jeunesse et des sports dont un attaché à l'administration centrale du ministère de la jeunesse et des sports et un inspecteur principal pédagogique ;
- Deux conseillers techniques régionaux ;
- Des membres du corps enseignant de l'I. N. S. ou de l'E. N. S. E. P. en fonction des nécessités.

Art. 6. — La première partie du diplôme d'Etat de conseiller sportif comporte deux épreuves écrites, une épreuve de pédagogie pratique et deux épreuves orales.

Ces épreuves sont notées de 0 à 20, toute note égale ou inférieure à 6 sur 20 est éliminatoire.

1° Epreuves écrites.

Ces épreuves comportent :

- a) Une rédaction portant sur un sujet relatif au sport, permettant aux candidats de faire valoir leurs connaissances générales et leurs qualités de bon sens et d'expression (durée : trois heures ; coefficient 1).
- b) Une rédaction permettant aux candidats de faire état de connaissances scientifiques et techniques se rapportant au sport (durée : trois heures, coefficient 2).

A la suite de ces épreuves écrites, sont déclarés admissibles aux épreuves de pédagogie pratique les candidats ayant obtenu un minimum de 30 points sans aucune note éliminatoire.

2° Epreuve de pédagogie pratique.

Cette épreuve consiste dans l'organisation et la présentation d'une séance d'entraînement du sport choisi par le candidat, à l'exclusion de tout sport dont l'enseignement est réglementé par un brevet d'Etat particulier.

Le candidat dispose de quinze minutes pour préparer le plan de sa présentation. Il est jugé sur l'ensemble de ses qualités pédagogiques et de démonstration (coefficient 3).

3° Epreuves orales.

- a) Une interrogation relative à la technique du sport pris comme option par le candidat. Elle peut être étendue à la tactique s'il s'agit d'un sport collectif (coefficient 1).
- b) Une interrogation relative à l'organisation internationale, nationale ou régionale du sport choisi comme option (coefficient 1).

Pour être déclarés admis à la première partie du diplôme d'Etat de conseiller sportif, les candidats doivent avoir obtenu un total de 80 points pour l'ensemble des épreuves de l'examen sans aucune note éliminatoire.

Art. 7. — La deuxième partie du diplôme d'Etat de conseiller sportif comporte des épreuves écrites, des épreuves de pédagogie pratique et des épreuves orales.

Ces épreuves sont notées de 0 à 20. Toute note égale ou inférieure à 7 sur 20 est éliminatoire.

1° Epreuves écrites.

Ces épreuves sont au nombre de deux :

- a) Une composition portant sur l'organisation générale et la réglementation du sport en France (durée : trois heures ; coefficient 2).
- b) Une composition portant sur les données scientifiques d'anatomie, de physiologie et de psychopédagogie des problèmes de technique sportive (durée : trois heures ; coefficient 2).

A la suite des épreuves écrites, sont déclarés admissibles aux épreuves de pédagogie pratique les candidats ayant obtenu un minimum de 40 points sans aucune note éliminatoire.

2° Epreuves de pédagogie pratique.

Ces épreuves sont au nombre de deux :

- a) La première épreuve consiste dans l'organisation et la présentation d'une séance d'entraînement ou de perfectionnement du sport choisi par le candidat à l'exclusion de tout sport dont l'enseignement est réglementé par un brevet d'Etat particulier.

Le candidat dispose de quinze minutes pour préparer le plan de sa présentation. Il est jugé sur l'ensemble de ses qualités pédagogiques et de démonstration (coefficient 2).

- b) La seconde épreuve consiste dans la critique d'une séance de type inverse de la précédente mais concernant le même sport (séance d'entraînement, si le candidat a eu à présenter lui-même une séance de perfectionnement, ou séance de perfectionnement, si le candidat a eu à présenter lui-même une séance d'entraînement) (coefficient 2).

A la suite des épreuves de pédagogie pratique, sont déclarés admissibles aux épreuves orales les candidats ayant obtenu un minimum de 40 points sans aucune note éliminatoire.

3° Epreuves orales.

Ces épreuves sont au nombre de trois :

- a) Une interrogation sur l'histoire générale du sport et sur son organisation internationale (coefficient 1).
- b) Une interrogation relative à la technique du sport choisi par le candidat (coefficient 1).
- c) Une interrogation sur la législation et la réglementation des groupements sportifs et de l'enseignement sportif (coefficient 1).

Pour être déclarés admis à la deuxième partie du diplôme d'Etat de conseiller sportif, les candidats doivent avoir obtenu un total de 110 points.

Art. 8. — Les dispositions de l'article 7 du présent arrêté relatives aux épreuves de la deuxième partie du diplôme d'Etat de conseiller sportif ne trouveront leur application que pour la session de 1968.

A titre transitoire, pour la session de 1967, les épreuves de cette deuxième partie seront celles définies par l'arrêté du 29 juin 1960 susvisé.

Art. 9. — Les tableaux de coefficients et les programmes des épreuves de chacune des deux parties du diplôme d'Etat de conseiller sportif y constituent les annexes du présent arrêté.

Art. 10. — Le directeur des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 10 mai 1967.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des sports,
MARCEAU CRESPIN.

MINISTERE DES TRANSPORTS

Décret n° 67-451 du 7 juin 1967 portant extension de la zone de pêche interdite aux navires étrangers.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des affaires étrangères, du ministre des armées et du ministre des transports,

Vu la Constitution, et notamment son article 37 ;

Vu le décret-loi du 9 janvier 1952 modifié sur la pêche maritime côtière ;

Vu la loi du 1^{er} mars 1888 ayant pour objet d'interdire aux étrangers la pêche dans les eaux territoriales françaises, modifiée par les lois des 30 mars 1928 et 26 avril 1933 et par la loi n° 64-438 du 25 mai 1964 ;

Vu le décret n° 66-346 du 26 mai 1966 portant publication de la convention sur la pêche et de ses annexes en date du 9 mars 1964, ensemble lesdites conventions et annexes ;

Le Conseil d'Etat entendu,